



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / n° 267

du 26 avril au 2 mai 1988

POLITIQUE

Première évaluation de la RUOG.
L'URNG et la CNR se réuniront au Costa-Rica.
Echéance du délai d'amnistie.
Dénonciation de corruption dans l'armée.
Les affaires étrangères font obstruction au travail du Procureur.
DCG et UDN ont perdu des mairies.
Le PGT demande un grand dialogue national.
Nomination d'un nouvel ambassadeur du Mexique au Guatemala.



INSURRECTION

24 pertes pour l'armée en une semaine.

MOUVEMENT POPULAIRE

Marche des travailleurs pour le 1er mai.
Les travailleurs de la santé ont été réincorporés.
Les travailleurs guatémaltèques reçoivent des marques de solidarité de Grande-Bretagne et du Brésil.

DROITS DE L'HOMME

Un étudiants échappe à ses poursuivants.
Le GAM exige le fonctionnement de la commission d'investigation.
Le gouvernement est responsable du climat de violence : CDHG.

POLITIQUE

PREMIERE EVALUATION DE LA RUOG.

La visite de la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque -RUOG- au Guatemala, réalisée entre le 18 et le 23 avril, a été "extrêmement satisfaisante" et donne la possibilité d'ouvrir les espaces politiques, selon la première évaluation publiée par le groupe d'opposition le 24 avril.

Entre les aspects positifs mentionnés par la RUOG on trouve la réceptivité démontrée par plusieurs organismes d'état --Congrès de la République, Organisme Judiciaire et Commission Nationale de Réconciliation (CNR)-- le chaleureux accueil fait par les organisations syndicales et populaires et l'invalidation du mécanisme d'amnistie politique utilisé par le gouvernement "pour restreindre les droits politiques des Guatémaltèques". En contrepartie, l'évaluation de la RUOG souligne "l'arbitraire" de la capture des dirigeants Roberta Menchu et Rolando Castillo par les forces de sécurité ainsi que l'intransigeance de secteurs minoritaires, opposés à tout dialogue constructif qui ramène la paix et la démocratisation du pays.

L'URNG ET LA CNR SE REUNIRONT AU COSTA-RICA.

Le chancelier du Costa-Rica, Rodrigo Madrigal Nieto, a fait savoir le 26 avril qu'une délégation de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) rencontrera la CNR durant la première semaine de mai à San José sans spécifier la date exacte de la rencontre.

Le 27 avril, le président guatémaltèque Vinicio Cerezo a confirmé l'information mais il a renouvelé l'exigence que les insurgés déposent les armes.

L'URNG n'a cessé, depuis l'année dernière, de demander la continuation du dialogue avec des secteurs de la société guatémaltèque, entre lesquels se trouvent l'église catholique, le Centre d'Etudes Politiques (CEDEP), entité non partisane, et les dirigeants des partis politiques légalement inscrits.

ECHEANCE DU DELAI D'AMNISTIE.

C'est le 5 mai 1988 que se termine le délai de 180 jours fixé par décret gouvernemental n° 71-87, relatif à l'amnistie pour les délits contre l'état, émis par le Congrès de la République le 28 octobre 1987 et publié dans le Journal officiel d'Amérique Centrale.

DENONCIATION DE CORRUPTION DANS L'ARMEE.

Un groupe d'officiers dissidents ont fait savoir que l'armée a reçu 6.000 mitraillettes Uzi, 5.000 carabines, 2 millions de cartouches .9 mm., un million de cartouches .357 et un nombre indéterminé d'armes de ce calibre. Ils soutiennent en outre que des officiers de haut rang comme le ministre de la défense et le commandant du Quartier Général, généraux Hector Gramajo et Roberto Mata, ont reçu deux millions de dollars de commission pour l'achat de fusils hl-212 hors d'usage, et qu'ils possèdent de gros comptes en banque à Washington, Miami et Panama.

A ce sujet le général Hector Mario Lopez Fuentes, ex-chef d'état-major de l'armée et ex-ambassadeur en Italie, a reconnu que les données présentées sont de caractère confidentiel et que si les officiers dissidents ne sont pas des infiltrés, l'armée doit alors les prendre au sérieux et assumer sa responsabilité.

LES AFFAIRES ETRANGERES FONT OBSTRUCTION AU TRAVAIL DU PROCUREUR.

Le Procureur des droits de l'homme, Gonzalo Menendez de la Riva, a dénoncé le 29 avril le fait que le ministère des affaires étrangères se dédie à faire obstruction aux travaux de son administration dans le but de dissimuler à l'étranger la véritable réalité qui prime au Guatemala.

Selon Menendez de la Riva, avocat conservateur de 78 ans, il existe un plan du gouvernement pour "étouffer" la Procure à travers l'obstruction faite à ses travaux et le manque de crédits ; en effet sur les 3 millions de quetzals promis (1,2 million de dollars) il n'a reçu qu' 1,5 million ce qui ne lui permettra de fonctionner que jusqu'à la mi-mai.

Entre les activités qui font obstruction au travail de la Procure, Menendez a cité le fait que la chancellerie, dont le titulaire est le secrétaire général de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG) Alfonso Cabrera, essaie d'éviter qu'il rencontre des personnalités internationales.

DCG ET UDN ONT PERDU DES MAIRIES.

Le Tribunal Suprême Electoral (TSE) a fait savoir, le 27 avril, que le taux d'abstention, durant les dernières élections municipales du 23 avril, s'est élevé à 59,2 %, c'est-à-dire un peu plus des 55 % enregistrés lors des élections présidentielles de 1985.

Les résultats définitifs des scrutins indiquent que la DCG a obtenu 140 mairies, soit 51,6 % du total des votes exprimés ; l'Union du Centre National (UCN) s'est maintenu en tant que seconde force électorale en obtenant 56 mairies, soit 20,6 % des votes ; les autres partis, seuls ou ayant fait alliance, ont obtenu 63 mairies, c'est-à-dire 23,3 % de l'ensemble des votes et les comités civiques sont arrivés à 12 mairies, soit 4,5 % des votes.

Si l'on compare avec les résultats des élections de 1985, la DCG a perdu 8 mairies et l'UCN deux tandis que les partis restants en ont, ensemble, gagné deux et les comités civiques sept.

LE PGT DEMANDE UN GRAND DIALOGUE NATIONAL.

Le Parti Guatémaltèque du Travail (PGT) s'est prononcé pour la réalisation d'un grand dialogue national avec la participation de toutes les forces et secteurs politiques et sociaux du pays, dans un communiqué émis le 27 avril pour saluer les travailleurs guatémaltèques à l'occasion de la journée internationale du travail. La réapparition des milliers de détenus/disparus, le châtime des responsables des violations des droits de l'homme, le droit de revenir librement et en toute sécurité dans leurs lieux d'origine pour les réfugiés et la garantie de revenir sans problèmes dans leur patrie pour les exilés, sont les grandes luttes des Guatémaltèques, a précisé le document du PGT.

NOMINATION D'UN NOUVEL AMBASSADEUR DU MEXIQUE AU GUATEMALA.

Le président Miguel de la Madrid Hurtado a nommé l'avocat Diego Valades nouvel ambassadeur du Mexique au Guatemala à la place d'Abraham Talavera qui réintègrera la vie politique de son pays.

Valades, qui est âgé de 43 ans, a été chercheur à l'Institut de Recherches Juridiques de l'Université Nationale Autonome de Mexico, directeur général de la Diffusion, coordinateur des Sciences Humaines et avocat général de cette maison d'études. Dans l'administration publique il a été directeur général des Affaires Juridiques du Secrétariat du Gouvernement, sous-secrétaire au Règlement Sanitaire du Secrétariat à la Santé et, jusqu'aujourd'hui, directeur du gouvernement de l'état de Sinaloa.

I N S U R R E C T I O N

24 PERTES POUR L'ARMEE EN UNE SEMAINE.

Les forces de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) ont assuré avoir causé 24 pertes à l'armée au cours de diverses opérations réalisées à l'intérieur du pays entre le 22 et le 29 avril.

Selon la radio insurgée Voz Popular, les actions ont eu lieu lors de l'embuscade tendue par ses unités, le 29 avril, à une colonne de l'armée qui patrouillait dans les environs d'un gisement pétrolier dans le Département de Peten (nord du pays). Cette action a donné lieu à la prise de deux fusil Galil.

Par ailleurs, d'autres unités de la guérilla ont occupé un tronçon de la route qui mène à Ciudad Flores, capitale départementale de El Peten, dans la commune de Poptum, où deux pelotons de l'armée se sont battus l'un contre l'autre à la suite de l'action des insurgés, a précisé la radio.

La radio de l'URNG a en outre fait savoir que dans cette même période certaines autres de ses unités ont occupé les communes de Palestina de los Altos San Francisco, La Union et Tajumulco ainsi que les hameaux de Xal et El Carmen, dans les départements de Quetzaltenango et San Marcos, respectivement, où elles ont récupéré 15 fusils Mauser sur les patrouilles civiles.

M O U V E M E N T P O P U L A I R E

MARCHE DES TRAVAILLEURS POUR LE 1er MAI.

Plusieurs milliers de travailleurs guatémaltèques, convoqués par l'Unité d'Action Syndicale et Populaire (UASP) ont marché le 1er mai dans les principales rues de la ville de Guatemala pour exiger du gouvernement Cerezo la cessation de la répression, du non-emploi et de l'inflation, ainsi que la continuation du dialogue avec la guérilla et la mise en oeuvre des accords d'Esquipulas II.

L'UASP a condamné le gouvernement Cerezo pour l'utilisation démagogique qu'il fait des accords, pour améliorer son image nationale et internationale, sans les avoir respectés ; ceci au cours d'un acte durant lequel hommage a été rendu aux milliers de victimes de la répression gouvernementale des dernières années.

LES TRAVAILLEURS DE LA SANTE ONT ETE REINCORPORES.

Le gouvernement a réincorporé dans leurs postes les quelques 150 employés de la branche santé qui avaient injustement congédiés à cause de la grève générale du début de l'année, a annoncé le 27 avril le dirigeant syndical Roberto Yoc.

La détermination gouvernementale a été le résultat des tractations réalisées par le mouvement syndical et non pas une "concession gratuite" du nouveau ministre de la Santé, Carlos Gehler Mata, a signalé Yoc pour démentir toute version qui pourrait servir au gouvernement dans ce sens, a-t-il ajouté.

LES TRAVAILLEURS GUATEMALTEQUES RECOIVENT DES MARQUES DE SOLIDARITE DE GRANDE-BRETAGNE ET DU BRESIL.

Les organisations de travailleurs de Grande-Bretagne et du Brésil se sont solidarisées avec la lutte des travailleurs guatémaltèques et ont exigé du gouvernement du président Cerezo qu'il mettent en oeuvre les accords signés en mars dernier avec la UASP.

Le Groupe d'Appui aux Syndicats du Guatemala (TUSGUA) de Grande-Bretagne et le Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre du Brésil ont salué les travailleurs guatémaltèques pour la force gagnée grâce à la formation de l'UASP et se sont solidarisés avec les familles des disparus politiques qui, au Guatemala, sont plus de 38.000.

DROITS DE L'HOMME

UN ETUDIANT ECHAPPE A SES POURSUIVANTS.

L'étudiante Angelica Chavez Marroquin, âgée de 17 ans, est apparue vivante après avoir échappé à ceux qui l'avaient séquestrée, dans la matinée du 28 avril.

La victime, qui avait été séquestrée le 26 avril dernier avec trois autres étudiants alors qu'ils se rendaient de la ville de Tecun Uman, près de la frontière mexicaine, au département de Quetzaltenango, a été trouvée battue et en mauvais état dans la capitale départementale de Suchitepequez. On ignore le lieu de détention des autres victimes.

D'autre part, Ricardo San Pedro Monge, fils d'un cadre du journal El Grafico, a été tué par balles dans la nuit du 1er mai dans la zone 13 de la ville de Guatemala. Sa mort est le fait d'un policier privé nommé Mario Roberto Paz.

LE GAM EXIGE LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION D'INVESTIGATION.

La principale dirigeante du Groupe d'Appui Mutuel (GAM), Nineth de Garcia, a exigé le 26 avril dernier du président Vinicio Cerezo le fonctionnement de la commission d'investigation sur les détenus/disparus qui aurait dû, selon les accords passés entre le gouvernement et l'Unité d'Action Syndicale et Populaire (UASP), entrer en fonction le 8 avril.

La présidente du GAM a donc annoncé qu'une délégation de cette entité voyagerait prochainement pour la ferme El Carmen, située dans la commune de San Pedro Jocopilas, dans le département d'El Quiché (nord-ouest), pour exhumer les cadavres de l'un des 10 cimetières clandestins qui existent dans cet endroit. D'un autre côté, le Conseil de Coopération avec la Culture et la Science d'El Salvador, qui opère à Mexico, a accordé la médaille Roque Dalton au GAM "pour sa vaillante et constante défense de la vie des citoyens guatémaltèques disparus à cause des forces répressives de leur pays et pour être un digne représentant du désir de paix, de démocratie et de justice". Outre le GAM, ont également reçu la distinction la Commission Internationale de Vérification et de Contrôle (CIVS) du Groupe de Contadora et son Groupe d'Appui, la journaliste

mexicaine Blanche Petrich, l'internationaliste nord-américain Brian Wilson, le Portoricain indépendantiste William Morales et la Commission Episcopale de la Pastorale-Sociale Caritas du Mexique.

LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE DU CLIMAT DE VIOLENCE : CDHG.

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) a rendu le gouvernement Cerezo responsable des graves violations du droit à la vie et du climat de terreur et d'insécurité qui prévalent dans le pays, dans un tract publié le 24 avril dernier.

La CDHG a dénoncé le fait qu'en mars dernier des hommes armés ont séquestré Paola Gonzalez, Byron Aguilar, Julio Argueta, Yolanda Sipaque et Gilda Alvarez et elle a fait connaître les assassinats de Juan Perez, Ovidio Perez et Angel Perez Gomez, dans différents endroits du pays.

L'organisme humanitaire a également dénoncé le fait que durant les mois de janvier et février quatre personnes ont été tuées et dix autres séquestrées par des groupes d'hommes armés qui avaient, de toute évidence, des liens avec les forces de sécurité.